

MARCHE PUBLIC DE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

DEVELOPPEMENT D'UN OUTIL BASE SUR L'ANALYSE DE DONNEES AFIN
D'ANTICIPER LES PICS DE MERCURE EN CHEMINEE SUR L'UVE ISSEANE

Affaire n° 25012

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date limite de réception des plis :

22 janvier 2026 à 12h00 (heure locale)

REMISE ELECTRONIQUE DES OFFRES OBLIGATOIRE

Annexe 1 : Documents justificatifs à produire par le candidat pressenti à l'attribution du contrat

Annexe 2 : Conditions de remise électronique des plis et de la copie de sauvegarde

Annexe 3 : Formulaire de candidature

Annexe 4 : Déclaration de l'OE

Annexe 5 : Guide de la bourse à la cotraitance

Annexe 6 : Cadre de mémoire technique

Annexe 7 : Décomposition du prix global et forfaitaire

PROCEDURE ADAPTEE

Articles L2123-1, R2131-12 à R2131-13 du Code de la Commande Publique

Table des matières

| | | |
|--|--|-----------|
| Article 1 : | Objet et étendue de la consultation | 4 |
| 1.1 | Identification de l'acheteur | 4 |
| 1.2 | Objet de la consultation | 4 |
| 1.3 | Nomenclature communautaire | 4 |
| 1.4 | Etendue de la consultation | 4 |
| 1.5 | Allotissement | 4 |
| 1.6 | Forme du marché | 4 |
| 1.7 | Durée du marché - Délais d'exécution | 4 |
| 1.8 | Forme du prix - Mode de règlement du marché et modalités de financement | 5 |
| 1.8.1. | Forme du prix | 5 |
| 1.8.2. | Mode de règlement | 5 |
| 1.8.3. | Modalités de financement | 5 |
| Article 2 : | Conditions de la consultation | 5 |
| 2.1 | Conditions de participation des concurrents, forme juridique de l'attributaire | 5 |
| 2.1.1. | Forme juridique de l'attributaire | 5 |
| 2.1.2. | Sous-traitance | 5 |
| 2.2 | Variantes et options | 5 |
| 2.2.1. | Variantes | 5 |
| 2.2.2. | Options | 5 |
| 2.3 | Délai de validité des offres | 5 |
| Article 3 : | Contenu du dossier de consultation | 6 |
| Article 4 : | Présentation des candidatures et des offres | 6 |
| 4.1 | Pièces concernant la candidature | 6 |
| 4.2 | Pièces concernant l'offre | 7 |
| Article 5 : | Sélection des candidatures et jugement des offres | 7 |
| 5.1 | Sélection des candidatures | 7 |
| 5.2 | Critères de jugement des offres | 8 |
| 5.3 | Modalités de Négociations | 8 |
| 5.3.1. | Sélection des concurrents admis à la phase de négociations | 8 |
| 5.3.2. | Déroulement | 8 |
| 5.3.3. | Méthodologie de notation des offres finales | 9 |
| 5.4 | Conditions relatives au rejet des offres | 9 |
| 5.5 | Conditions d'attribution | 9 |
| Article 6 : | Conditions d'envoi ou de remise des plis | 9 |
| Article 7 : | Renseignements complémentaires | 10 |
| 7.1 | Echanges entre les candidats et l'acheteur | 10 |
| 7.2 | Accès aux données essentielles | 10 |
| 7.3 | Déclaration sans suite de la procédure | 10 |
| 7.4 | Voies et délais de recours | 10 |
| 7.5 | Indemnité pour éviction irrégulière | 11 |
| Annexe 1 au Règlement de la consultation : | | 12 |
| Annexe 2 : Conditions de remise électronique des plis et de la copie de sauvegarde..... | | 13 |

| | |
|--|-----------|
| Annexe 3 : Formulaire de candidature..... | 13 |
| Annexe 4 : Déclaration de l'OE..... | 13 |
| Annexe 5 : Guide de la bourse à la cotraitance | 13 |
| Annexe 6 : Cadre de réponse de mémoire technique | 13 |
| Annexe 7 : Décomposition du prix global et forfaitaire..... | 13 |

ARTICLE 1: OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Identification de l'acheteur

Syctom, Agence métropolitaine des déchets ménagers

Représenté par son Président en exercice

86, rue Regnault

75013 PARIS

Téléphone : 01 40 13 17 00

Courriel : marchespublics@syctom-paris.fr

Profil acheteur : <http://www.maximilien.fr/>

1.2 Objet de la consultation

L'objet du marché est le **développement d'un outil basé sur l'analyse de données** afin d'anticiper les pics de mercure en cheminée sur l'UVE pilote d'Isséane.

La prestation demandée comprend l'analyse des données pour développer le modèle, l'élaboration du modèle, les essais visant à garantir la fiabilité du modèle, le déploiement du modèle sur site, la formation des équipes et les opérations de maintenance.

Les prestations se décomposent de la manière suivante en trois parties techniques

- Partie technique n°1 Développement d'un modèle de prédiction sur le site d'Isséane.
- Partie technique n°2 Intégration du programme exécutable du modèle dans le système de contrôle commande (SNCC) du site d'Isséane.
- Partie technique n°3 Maintenances et télémaintenances du programme d'exécution du modèle.

Le Syctom peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Le détail des prestations demandées figure dans le CCTP.

1.3 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale

72263000 - Services d'implémentation de logiciels

Classifications secondaires

72267000-4 Services de maintenance de logiciels

1.4 Etendue de la consultation

Le marché est passé selon une **procédure adaptée** en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique en raison de son montant.

1.5 Allotissement

Au regard de la cohérence des prestations et des besoins à assurer pour le compte de l'acheteur, ce dernier a fait le choix de ne pas procéder à l'allotissement du marché. L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.6 Forme du marché

Le présent marché est un marché ordinaire.

Le marché est soumis, pour son exécution, aux dispositions du **cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après CCAG-TIC)**

1.7 Durée du marché - Délais d'exécution

Le marché débute à sa date de notification et ce pour une durée de **quarante-deux (42) mois**.

A défaut de délai contractuellement déterminé, le délai d'exécution des prestations court à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage des prestations ou à défaut dans les correspondances écrites adressées au Titulaire.

1.8 Forme du prix - Mode de règlement du marché et modalités de financement

1.8.1. Forme du prix

Le présent marché est un marché conclu à prix global et forfaitaire.

1.8.2. Mode de règlement

Le marché sera réglé par virement, conformément aux règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date certaine de réception des documents comptables.

Une avance est prévue dans les formes et conditions posées par l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

Il sera appliqué une garantie à première demande sur l'avance.

1.8.3. Modalités de financement

Le marché est financé sur les ressources propres de l'acheteur.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Conditions de participation des concurrents, forme juridique de l'attributaire

2.1.1. Forme juridique de l'attributaire

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature, soit en entreprise individuelle, soit en groupement d'entreprises. En cas de groupement celui doit mentionner tous les membres à l'acte d'engagement, lors du dépôt de l'offre.

En application de l'article R2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit pour une entreprise de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements ;

Les candidatures concernées seront rejetées dans leur ensemble.

Dans le cas d'une candidature en groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

La forme du groupement n'est pas imposée. Le mandataire doit toutefois être solidaire.

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, la répartition des prestations entre les membres du groupement doit être indiquée à l'acte d'engagement.

Nota : Pour les aider à constituer un groupement lors de la réponse à la présente consultation, les entreprises peuvent se référer à la fiche pratique sur la Bourse à la Cotraitance (**annexe 5 du RC**).

2.1.2. Sous-traitance

Si la part des prestations qui va être sous-traitée est déjà connue de façon détaillée au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire transmettra dans l'offre un dossier complet pour son ou ses sous-traitants, et précisera la part des prestations qu'il compte réaliser lui-même ainsi que la part des prestations qu'il compte sous-traiter.

Est joint, en **annexe du CCAP**, le DC4 qui sera à remettre dans l'offre ou lors de l'exécution du marché complété et signé, si de besoin.

2.2 Variantes et options

2.2.1. Variantes Et Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune variante n'est autorisée.

Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

2.2.2. Options

L'acheteur se réserve le droit de recourir à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires prévues dans le cadre de l'objet du présent contrat dans les formes et conditions définies par l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique. Cette possibilité constitue une option au sens du droit de l'Union Européenne

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

Ce délai est valable aussi pour la clé de signature électronique qui sera utilisée par le signataire de l'offre de l'opérateur économique.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- **Le présent règlement de la consultation, et ses annexes** telles que listées en page de garde
- **Le cadre d'acte d'engagement ;**
- **Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) – annexe 7 du présent RC ;**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes suivantes :**
 - Annexe 0 : GED Mezzoteam
 - Annexe 1 : Modèle présentation des décomptes et situations
 - Annexe 2 : Formulaire de déclaration de sous-traitance,
 - Annexe 3 bis : Guide de la sous-traitance
 - Annexe 3 ter : Délégation de paiement
 - Annexe 3 quater : Modèle exemplaire unique sous-traitance
 - Annexe 4 : Modèle exemplaire unique
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Il est disponible à l'adresse électronique suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=927488&orgAcronyme=d8e>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours avant la date limite** fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les modalités de transmission électronique des plis et de remise éventuelle de la copie de sauvegarde, sont spécifiés en annexe 2 du présent règlement de la consultation.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les réponses à la consultation sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-dessous.

4.1 Pièces concernant la candidature

Les pièces de candidature à fournir par un candidat au sens du code de la commande publique sont des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Aussi, les soumissionnaires sont incités à utiliser le « **Formulaire de candidature** » (annexe 3 au RC) et « **Déclaration de l'OE** » (annexe 4 au RC) joins en annexe du présent règlement de consultation pour présenter leur candidature suivant les éléments indiqués ci-dessous.

En lieu et place des documents exigés pour apprécier la candidature de l'opérateur économique, ce dernier a la faculté de présenter le Document unique de marché européen (DUME) dûment rempli des éléments d'informations demandés ; il est disponible sur le site internet <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R44043>. Ce document est rédigé en langue française.

En tout état de cause, les candidats doivent fournir les éléments suivants :

➤ En cas de groupement, les documents qui suivent **doivent être présentés individuellement pour chaque cotraitant :**

- ☐ **L'habilitation de la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise ;**
- ☐ Une **déclaration sur l'honneur** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail (Article R2143-3 du code de la commande publique).
- ☐ Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires global du candidat** portant **au maximum sur les trois (3) derniers exercices disponibles** en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- ☐ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat **pendant les trois (3) dernières années ;**
- ☐ Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

➤ En cas de groupement, les documents qui suivent **doivent être présentés pour la totalité des cotraitants** :

- ☐ Une liste des principaux services fournis **au cours des trois (3) dernières années** indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut, par une déclaration du candidat. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte ;
- ☐ **Les personnes publiques candidates** doivent produire tout document utile justifiant :
 - **s'agissant des collectivités territoriales et de leurs groupements (EPCI...)** : que leur candidature constitue le prolongement d'une mission de service public dont ils ont la charge et que cette candidature ne compromet pas l'exercice de cette mission (respect d'un intérêt public local) ;
 - **s'agissant des établissements publics** : que les prestations objet du marché s'inscrivent dans le cadre de leur objet statutaire (respect du principe de spécialité) ou constituent le complément normal de leur mission statutaire et sont utiles à l'exercice de celle-ci.

Ces éléments ne sont pas à communiquer par le candidat dans la mesure où ces informations :

- i) ont été déjà préalablement transmis dans le cadre d'une précédente consultation lancée par l'acheteur ;
- ii) demeurent valables.

Pour ce faire, le candidat indique dans son pli le numéro de la consultation dans laquelle l'acheteur peut retrouver ces éléments.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Si le candidat est une société de création récente (société de moins de trois (3) ans d'existence), il peut fournir, en lieu et place de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché réalisés au cours des trois (3) derniers exercices, tout autre document considéré comme équivalent (déclaration appropriée de banque, attestation comptable relative à l'état financier de l'entreprise depuis sa création...).

Il peut également fournir la liste des éventuelles prestations en cours précisant, pour chacune d'entre elles, le montant et la nature des prestations afin de palier à l'absence de certificats de capacité pour des marchés similaires.

4.2 Pièces concernant l'offre

Le soumissionnaire doit produire et/ou compléter les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement** ;
- Le cas échéant, **le formulaire de déclaration de sous-traitance (DST)** joint au DCE, en cas de sous-traitance de certaines prestations ;
- **Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dûment complété et signé** ;
- **Le mémoire technique**, contenant l'ensemble des éléments attendus et listés à l'**annexe 6 au RC**, décrivant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour la réalisation des prestations et ses annexes.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est à compléter entièrement aux endroits prévus à cet effet par le candidat, sans modification ou ajout des libellés ou unité d'œuvre sous peine d'irrégularité de l'offre. Chaque ligne doit être renseignée même à zéro.

La proposition technique est une pièce contractuelle. Toute absence d'information exigée au titre de la présente consultation entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

Toute absence d'information exigée au titre de la présente consultation entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1 Sélection des candidatures

La recevabilité des candidatures sera examinée conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

Les candidatures sont appréciées au regard des capacités techniques, financières ou professionnelles suffisantes pour réaliser les prestations objet du marché.

Les candidatures sont appréciées suivant :

- La fourniture de l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandées, dûment complétés et signés,
- Les capacités techniques, financières ou professionnelles suffisantes pour réaliser les prestations objet du marché.

Niveaux minimums de capacité exigés pour la présente procédure : Sans objet.

Les candidats dont la capacité technique ou les moyens seront jugés insuffisants au regard de l'objet du marché ou les candidats dont la présentation ne permet pas d'évaluer leurs capacités seront éliminés sans examen de leur offre.

5.2 Critères de jugement des offres

Les offres font l'objet d'un classement en fonction de la note obtenue par chaque soumissionnaire au regard des critères de jugement des offres mentionnés dans le présent document de consultation.

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, l'acheteur s'appuiera sur les critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

| | | |
|-------------------|--|-------------|
| A | VALEUR ECONOMIQUE DE L'OFFRE | 40% |
| B | VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE | 60% |
| B.1 | Qualité et pertinence de la méthodologie du projet, des essais de vérifications, des maintenances et du planning associé | 40% |
| B.2 | Qualité et pertinence des moyens organisationnel et humains | 20% |
| A+B (+C+D) | TOTAL | 100% |

Pour le critère de la Valeur Economique :

L'offre est appréciée au regard du montant global issu de la décomposition du prix global et forfaitaire et porté à l'acte d'engagement.

Pour le critère de la Valeur Technique :

L'offre est appréciée à l'aide du mémoire technique décrivant les dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour la réalisation des prestations et corroboré par les éléments financiers de l'offre, si de besoin ainsi que sur la cohérence ou d'éventuelles optimisations des délais minimum prévus au CCAP.

En cas d'égalité après application de ces critères, pour le classement des candidats et la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note sur la base du critère le plus fortement pondéré sera classé en première position.

En cas de nouvelle égalité, cette règle est appliquée aux critères suivants dans l'ordre de la plus forte pondération à la plus faible.

5.3 Modalités de Négociations

Dans le cadre de la présente consultation, l'acheteur se réserve la possibilité :

- soit de conduire des négociations selon les modalités définies ci-après ;
- soit, conformément à l'article R2123-5 du Code de la Commande Publique, d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les candidats sont donc invités à présenter dès l'offre initiale leur proposition la plus complète et compétitive.

5.3.1. Sélection des concurrents admis à la phase de négociations

Les négociations ont pour objectif d'optimiser la performance technique et économique des offres, sans altérer l'objet du marché ni ses caractéristiques essentielles telles que définies dans les documents de consultation.

Aussi, les modalités de règlement concernant les prestations de la partie technique n°3 prévues au CCAP sont indicatives (les modalités de règlement des deux autres parties techniques sont intangibles) et pourront être ajustées dans le cadre de la négociation, conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

Les candidats pourront alors proposer des modalités alternatives (échancier, garanties financières, jalons intermédiaires) sous réserve qu'elles respectent les principes de transparence et d'égalité de traitement.

Sans que cela soit considéré comme une variante, les soumissionnaires peuvent dans le cadre d'une note d'étonnement au sein de l'offre initiale faire des propositions clairement identifiées. L'acheteur se laisse l'opportunité de les examiner lors des échanges qui auront lieu, si négociations il y a.

L'acheteur pourra engager des négociations avec les soumissionnaires dont les offres sont recevables et présentent **une chance sérieuse d'être retenues**, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres régulières.

En cas d'offres entachées d'irrégularités manifestes, l'acheteur pourra :

- soit inviter les candidats à régulariser leur offre conformément à l'article 5.4 du présent règlement ;
- soit, à défaut de régularisation possible, admettre **l'ensemble des candidats** à la phase de négociation.

5.3.2. Déroulement

Les négociations pourront prendre toute forme jugée appropriée par l'acheteur : échanges écrits, entretiens téléphoniques, visioconférences ou réunions en présentiel.

Le nombre de tours de négociation sera déterminé par l'acheteur en fonction des besoins du dialogue.

Une **audition des candidats** peut être organisée. Dans ce cas, une convocation précisant les modalités (date, heure, lieu ou lien de connexion, durée, contenu attendu) sera adressée par courrier électronique ou lettre recommandée. Les candidats devront impérativement se rendre disponibles à la date fixée.

Toutefois, en cas de force majeure dûment justifiée, le candidat pourra solliciter un report de l'audition. Cette demande devra être formulée par écrit dans les plus brefs délais, accompagnée des justificatifs nécessaires. L'acheteur se réserve le droit d'accepter ou de refuser ce report, en fonction des contraintes de la procédure.

Le délai de remise des offres modifiées sera précisé dans l'invitation à négocier.

La dernière offre remise à l'issue des négociations constituera l'**offre finale**.

5.3.3. Méthodologie de notation des offres finales

Les critères de sélection et la méthode de notation appliqués aux offres finales seront **strictement identiques** à ceux utilisés pour l'évaluation des offres initiales.

5.4 Conditions relatives au rejet des offres

Les offres suivantes seront rejetées :

- les offres anormalement basses, après demande d'explications de l'acheteur, conformément à l'article R2152-3 du Code de la commande publique,
- les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du même Code ;
- les offres des candidats n'ayant pas répondu à une demande de précision en application de l'article R2161-2 du même Code, ne permettant pas à la Commission d'appel d'offres de procéder à leur appréciation ou répondant à cette demande en modifiant l'offre initialement déposée sans qu'ils n'y soient autorisés.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques financières et techniques de l'offre.

Sans réponse du candidat ou les offres demeurées irrégulières après cette demande seront rejetées définitivement.

5.5 Conditions d'attribution

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations (dans la mesure où ces obligations administratives lui incombent) énoncés à l'annexe 1 du présent document.

Le délai imparti par l'acheteur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier ou courriel envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 8 jours.

Faute pour lui de satisfaire à cette demande dans le délai imparti, le marché ne pourra lui être attribué.

Le candidat arrivé en 2ème position dans l'ordre de classement sera donc déclaré attributaire provisoire et soumis aux mêmes conditions de demande de pièces justificatives avant notification.

Dans un souci d'optimisation de la procédure, il est fortement conseillé au soumissionnaire de produire l'ensemble de ces documents au stade de la remise de pli.

Ces éléments devront être obligatoirement produits par le candidat pressenti à l'attribution du marché dans le cas où celui-ci est concerné par lesdits certificats à remettre. **En cas de société de création récente ou de toute autre situation ne permettant pas au candidat de produire ces documents**, il est conseillé de se rapprocher des administrations et organismes compétents pour toute information.

L'attributaire pressenti déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois, les adresser à l'acheteur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme 365.e-attestations.com

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent **obligatoirement** être reçus sous forme dématérialisée (**annexe 2 au RC**)

Le pli doit impérativement être déposé sur la plateforme de dématérialisation avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Le candidat est fortement invité à remettre en supplément une copie de sauvegarde de son offre déposée en ligne, sur support papier et/ou numérique (clé USB, CD-Rom...) **avant la date limite et l'heure de remise de l'offre** selon les conditions définies dans **l'annexe 2 au présent RC**

Pour information, la copie de sauvegarde ne se substitue en rien au pli électronique.

Aussi, la copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants où l'offre :

- contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;
- est réceptionnée à la date limite de remise des plis de manière incomplète ;
- est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- n'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1 Echanges entre les candidats et l'acheteur

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la consultation, les candidats devront faire parvenir, **au plus tard 10 jours** avant la date de remise des offres, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation : <http://www.maximilien.fr>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Toute autre forme de demande ne sera pas traitée.

7.2 Accès aux données essentielles

Conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique, le Sycotom publiera un accès libre, direct et complet aux données essentielles des marchés publics dont le montant est supérieur à 25 000 € HT à l'exception des informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public. Ces informations seront publiées au plus tard 2 mois à compter de la date de notification et maintenues sur le profil acheteur pendant une durée minimale de 5 ans après la fin de l'exécution du marché public.

7.3 Déclaration sans suite de la procédure

L'acheteur pourra, à tout moment et sans indemnité, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Il en informera dès lors par écrit tous les candidats ayant déposé un pli et via les moyens de publicité appropriés.

7.4 Voies et délais de recours

Le tribunal administratif territorialement compétent est situé à Paris.

L'acheteur ne prévoit aucun délai de suspension entre l'information aux candidats non sélectionnés et la signature du marché.

La présente procédure peut faire l'objet :

- d'un référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- d'un référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA et R. 551-7 à R. 551-10, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- d'un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles assorti le cas échéant de conclusions indemnitaires et pouvant être exercé par tout tiers dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les actes détachables du contrat ne peuvent être contestés qu'à l'occasion de ce recours.

Le requérant est recevable à former un recours pour excès de pouvoir contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois à compter de sa publicité.

Le requérant peut éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat.

Les personnes lésées par le contrat ou sa passation, peuvent introduire un recours en indemnisation après avoir effectué, le plus souvent, une demande préalable auprès de la personne publique. Au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

7.5 Indemnité pour éviction irrégulière

En cas d'éviction irrégulière de la procédure constatée par décision juridictionnelle, le montant maximum de l'indemnité octroyée au candidat évincé ne peut couvrir que les frais de présentation de l'offre et, le cas échéant, le manque à gagner potentiel à la condition que le candidat ayant formé un recours démontre d'une perte de chance sérieuse d'obtenir le contrat. Ce manque à gagner étant plafonné comme suit :

- *Pour un marché ordinaire* : 5% du montant de l'offre en €HT ;
- *Pour un accord-cadre avec minimum contractuel garanti* : 5% de ce montant en €HT sur la période initiale du contrat.

En tout état de cause, cette indemnité ne peut être allouée qu'à la condition que le candidat justifie par tout document comptable ou financier le préjudice allégué.

Documents justificatifs à produire par le candidat pressenti à l'attribution du contrat

Ces éléments ne sont pas à communiquer par le candidat dans la mesure où ces informations :

- i) ont été déjà préalablement transmis dans le cadre d'une précédente consultation lancée par l'acheteur ;
- ii) demeurent valables. Pour ce faire, le candidat indique dans son pli le numéro de la consultation dans laquelle l'acheteur peut retrouver ces éléments.

I – Preuve que l'opérateur ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner (*méconnaissance des obligations fiscales et sociales*) :

- ☐ Certificat attestant la souscription des déclarations et le paiement de l'impôt sur le revenu délivré par l'administration fiscale dont relève l'opérateur
- ☐ Certificat attestant la souscription des déclarations et le paiement de l'impôt sur les sociétés délivré par l'administration fiscale dont relève l'opérateur
- ☐ Certificat attestant la souscription des déclarations et le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève l'opérateur
- ☐ Certificat attestant que l'opérateur est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale auprès des organismes de recouvrement (URSSAF ou MSA)
- ☐ Certificat attestant que l'opérateur est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès délivré par la Caisse nationale ou les sections professionnelles (professions libérales) et contributions de sécurité sociale auprès des organismes de recouvrement (URSSAF ou MSA)
- ☐ Certificat attestant que l'opérateur s'acquitte du versement régulier des cotisations légales de congés payés et de chômage intempérie délivré par les caisses qui assurent ce service pour l'opérateur.

II – Pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à 8254-5 du code du travail :

- ☐ Copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail conformément aux articles R. 1263-5 et R.1263-7 du code du travail (opérateurs établis hors de France) ;
- ☐ Copie du document désignant le représentant de l'opérateur sur le territoire national mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail (opérateur établi hors de France) ;
- ☐ Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (vérification de son authenticité par l'acheteur auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale) ;
- ☐ Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Soit le numéro unique d'identification délivré par l'Insee (numéro Siren) ;
 - Soit une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Soit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- ☐ Opérateur établi ou domicilié hors de France :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- ☐ Opérateur établi ou domicilié hors de France lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans son pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Soit un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - Soit, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
- ☐ Liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur et soumis à l'autorisation de travail prévue par l'article L. 5221-2 du code du travail, établie à partir du registre unique du personnel et précisant : la date d'embauche ; la nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

III - Preuve attestant que l'opérateur ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner (liquidation judiciaire, faillite personnelle, redressement judiciaire ne couvrant pas la durée du marché et autres interdictions prévues) :

- ☐ Le numéro unique d'identification délivré par l'Insee (numéro Siren) ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente du pays d'origine ou d'établissement de l'opérateur attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- ☐ La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- ☐ Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique ; relatifs aux interdictions de soumissionner et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés, conformément à l'article L. 2141-7 du Code de la Commande publique.

IV – Preuve que l'opérateur est en règle au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés prévue par les articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail (entreprises d'au moins 20 salariés) :

- ☐ Certificat attestant la régularité de la situation de l'opérateur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés auprès des organismes de recouvrement (URSSAF ou MSA).

V – Preuve que l'opérateur a souscrit le(s) contrat(s) d'assurance adéquat(s) :

- ☐ Pour l'assurance visée à l'article L. 241.1 du code des assurances (*marchés soumis à l'obligation d'assurance décennale¹*) : Document justifiant de la souscription d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité décennale de l'opérateur (articles 1792 et suivants du code civil) ;
- ☐ Document justifiant de la souscription d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile et professionnelle.

VI – Procès-verbal du comité social et économique relatif à la santé, la sécurité et les conditions de travail au sein de l'entreprise prévu par l'article L. 2312-27 du code du travail (*entreprises d'au moins 11 salariés, dès lors que le comité social économique a été mis en place, celui-ci devant l'être, en principe, au plus tard le 31 décembre 2019²*) :

- ☐ Procès-verbal de la réunion du comité consacrée à l'examen du rapport annuel relatif à la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise, ainsi que du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail.

ANNEXE 2 : CONDITIONS DE REMISE ELECTRONIQUE DES PLIS ET DE LA COPIE DE SAUVEGARDE

Voir annexe concernée

ANNEXE 3 : FORMULAIRE DE CANDIDATURE

Voir annexe concernée

ANNEXE 4 : DECLARATION DE L'OE

Voir annexe concernée

ANNEXE 5 : GUIDE DE LA BOURSE A LA COTRAITANCE

Voir annexe concernée

ANNEXE 6 : CADRE DE REPONSE DE MEMOIRE TECHNIQUE

Voir annexe concernée

ANNEXE 7 : DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Voir annexe concernée

¹ Article L. 243-1-1 du code des assurances : Ne sont pas soumis à l'obligation d'assurance décennale :

- les ouvrages maritimes, lacustres, fluviaux, les ouvrages d'infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires, Héli portuaires, ferroviaires, les ouvrages de traitement de résidus urbains, de déchets industriels et d'effluents, ainsi que les éléments d'équipement de l'un ou l'autre de ces ouvrages.
- les voiries, les ouvrages piétonniers, les parcs de stationnement, les réseaux divers, les canalisations, les lignes ou câbles et leurs supports, les ouvrages de transport, de production, de stockage et de distribution d'énergie, les ouvrages de stockage et de traitement de solides en vrac, de fluides et liquides, les ouvrages de télécommunications, les ouvrages sportifs non couverts, ainsi que leurs éléments d'équipement, sont également exclus de l'obligation d'assurance, sauf si l'ouvrage ou l'élément d'équipement est accessoire à un ouvrage soumis à l'obligation d'assurance.

² (**) L'article 9 de l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales prévoit des dérogations à cette échéance du 31 décembre 2019.